

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q1/JPN/5

23 septembre 1996

(96-3756)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Réponses du Japon¹ aux questions posées par la Corée²

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 septembre 1996.

Question 1

L'article 52 de la "Loi sur le contrôle des changes et du commerce extérieur" et l'article 3 du "Décret sur le contrôle du commerce d'importation" ne mentionnent pas expressément les mesures de sauvegarde. Cette absence de fondement cause-t-elle des problèmes juridiques internes en ce qui concerne la mise en oeuvre du "Règlement applicable aux mesures d'urgence"?

Réponse

Des restrictions à l'importation sont imposées en tant que mesures de sauvegarde sur la base du "Règlement" que le gouvernement japonais a pris en application de l'article 52 de la "Loi sur le contrôle des changes et le commerce extérieur" et de l'article 3 du "Décret sur le contrôle du commerce d'importation" pour assurer la compatibilité avec l'Accord sur les sauvegardes. La mise en oeuvre du Règlement ne soulève donc aucun problème juridique.

Question 2

D'après les lois et réglementations qui ont été notifiées, le Japon n'a que deux types de mesures de sauvegarde, à savoir des mesures tarifaires et des restrictions quantitatives. Faut-il comprendre que le Japon ne prendra pas de mesures de sauvegarde d'un autre type?

Réponse

Notre droit ne connaît que deux types de mesures de sauvegarde: les restrictions à l'importation fondées sur la "Loi sur le contrôle des changes et du commerce extérieur" et les mesures tarifaires reposant sur la "Loi relative au tarif douanier".

¹G/SG/N/1/JPN/2 + Corr.1.

²G/SG/W/83.

Le Japon n'a pas l'intention d'adopter d'autres mesures de sauvegarde.

Question 3

Le Ministère du commerce international et de l'industrie effectue une enquête aux fins des restrictions quantitatives et le Ministère des finances fait de même pour les mesures tarifaires. Comment ces deux enquêtes séparées sont-elles menées dans la pratique? Par exemple, lorsque l'enquête d'un Ministre sur un produit donné est en cours, l'autre Ministre s'abstient-il d'effectuer la sienne sur le même produit? Ou les deux enquêtes peuvent-elles être menées en même temps? Des mesures tarifaires peuvent-elles être prises par suite de l'enquête du Ministère du commerce international et de l'industrie relative à des restrictions quantitatives, ou vice versa?

Réponse

Le Ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), le Ministère des finances et le Ministère dont relève le produit en question prendront de concert la décision d'ouvrir une enquête et mèneront leurs investigations conjointement et collectivement.

Si, au terme de l'enquête, il apparaît nécessaire de prendre une mesure de sauvegarde, les trois ministères décideront d'un commun accord de la mesure à appliquer, restriction à l'importation ou mesure tarifaire.

Question 4

L'enquête peut-elle être ouverte sur demande présentée par les producteurs nationaux?

Réponse

Selon la loi japonaise, les enquêtes en matière de sauvegardes sont uniquement ouvertes d'office. Par conséquent, le dépôt d'une requête par la branche de production nationale n'entraîne pas nécessairement l'ouverture d'une enquête.

Question 5

L'article 2 du Règlement et l'article 9 de la Loi douanière font référence à "l'augmentation des quantités imputable à une baisse du prix du marché ou à toute autre modification imprévue des circonstances". Cette disposition signifie-t-elle que le Japon ne prendra pas de mesures de sauvegarde lorsque l'augmentation des importations est causée par un autre facteur que ceux qui sont mentionnés dans cette disposition?

Réponse

Le Japon peut prendre une mesure de sauvegarde lorsque, à la suite d'une baisse des prix sur les marchés étrangers ou de tout autre changement de circonstances imprévu, les importations d'un produit au Japon augmentent et que cette augmentation cause ou menace de causer un dommage grave.